

OTC

En Arménie près de Vorotan sur la route Goris-Kapan des soldats Azéris arrêtent un autobus de l'Artsakh

Hier vendredi 17 septembre près du village frontalier de Vorotan (Arménie) sur la route entre Goris et Kapan dans la région arménienne de Syunik, des soldats Azéris ont arrêté un autobus provenant de l'Artsakh avec des enfants à bord a indiqué Karen Kotcharyan le maire de Goris.

Karen Kotcharyan affirme « sur le minibus il y avait l'image représentative de l'Artsakh avec le Mamik et le Babik et le drapeau de la République de l'Artsakh. Il y avait 25 enfants dans le véhicule. Les Azéris ont arrêté l'autobus ont bousculé et descendu les enfants et contrôlé l'autobus. Par chance les forces russes garde-frontière ont remarqué les faits et sont aussitôt venus et accompagné les enfants ». Le maire de Goris K. Kotcharyan n'a pas su dire si l'autobus se dirigeait vers l'Artsakh ou provenait de l'Artsakh. Mais les soldats Azéris ont eu le temps avec des couteaux de gratter et effacer les insignes de l'Artsakh sur le véhicule arménien. La vidéo est sur YouTube (ci-dessous). Les exactions de l'Azerbaïdjan sur le territoire souverain de l'Arménie continuent...

Krikor Amirzayan

2- Les Nouvelles d'Arménie

18/09/2021

Un soldat Arménien blessé par un tir azéri en Artsakh

Un soldat Arménien de l'Armée de Défense de l'Artsakh a été blessé par un tir azéri suite à une nouvelle violation du cessez-le-feu en Artsakh par l'Azerbaïdjan. Le ministère de la Défense de l'Artsakh a informé aujourd'hui vendredi 17 septembre que les soldats Azéris ont ouvert le feu vers 12h30 dans la partie occidentale de l'Artsakh, blessant le soldat Arménien, Vrouyr Chahramanyan de l'Armée de Défense de l'Artsakh.

Stepanakert affirme avoir informé de ce grave incident, le commandement russe de maintien de la paix en Artsakh (Haut-Karabagh).

Krikor Amirzayan

3- Nor Haratch Hebdo

18/09/2021

Kotcharian n'est pas autorisé à

visiter la Russie

Un tribunal arménien a refusé d'autoriser Robert Kotcharian à se rendre à Moscou à l'invitation du parti au pouvoir en Russie.

Le bureau de Kotcharian a révélé l'invitation la semaine dernière, affirmant que la direction du parti « Russie unie » souhaitait approfondir le « partenariat » avec « Hayastan », la deuxième force parlementaire d'Arménie. Le voyage devait commencer à la fin des élections parlementaires russes prévues du 17 au 19 septembre.

Kotcharian a besoin d'une autorisation judiciaire pour quitter l'Arménie en raison du procès pour corruption auquel il fait face. Anna Danibekian, la juge président le procès, lui a permis à plusieurs reprises de se rendre à Moscou au début de l'année et à l'automne dernier. Elle l'a également blanchi d'autres accusations plus graves en avril.

« Hayastan » a déclaré vendredi que Danibekian avait refusé de donner une telle autorisation cette fois-ci sans aucune « raison légale ». « Nous sommes obligés d'annuler la visite », a déclaré le bloc d'opposition dans un communiqué.

La déclaration accusait le juge d'avoir pris la décision sous la pression du gouvernement. Il a déclaré que cette décision visait à « restreindre les activités politiques de Hayastan » et à saper les relations russo-arméniennes.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/reporters/-20210917-arm%C3%A9nie-la-menace-az%C3%A9rie-aux-fronti%C3%A8res>

Arménie : la menace azerbaïdjanaise aux frontières

L'Azerbaïdjan, fort de sa victoire écrasante dans le Haut-Karabakh à l'automne dernier face aux forces arméniennes, pousse son avantage et redessine, unilatéralement, certains pans de sa nouvelle frontière avec l'Arménie. Selon Erevan, des centaines de soldats azerbaïdjanais sont même entrés en territoire arménien ces derniers mois, dans les régions du Syunik et du Gegharkunik. Une situation qui sème la panique en Arménie, notamment dans les villages frontaliers où les incidents sont légion.

(Voir la vidéo en ligne)

5- RFI

17/09/2021

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20210917-l-arm%C3%A9nie--attaque-l-azerba%C3%AFdjan-devant-la-cij-pour-discriminations-raciale>

L'Arménie attaque l'Azerbaïdjan devant la CIJ pour discriminations raciale

Dans une requête déposée le 16 septembre au soir, Erevan demande à la Cour internationale de justice (CIJ) chargée de régler les différends entre États d'ordonner des mesures conservatoires. L'Arménie accuse l'Azerbaïdjan de mener « *une politique étatique de haine* » contre ses citoyens.

De notre correspondante à La Haye aux Pays-Bas, **Stéphanie Maupas**

Dans sa requête à la Cour, Erevan accuse Bakou de mener « *une politique étatique de haine contre les Arméniens* ». Ce sont ses termes. Les Arméniens seraient de longue date victimes de discriminations, de massacres et de torture. Et ces pratiques auraient de nouveau émergé en septembre 2020. La guerre de l'automne entre les deux pays a fait plus de 6 000 morts et s'est soldée par un fragile cessez-le-feu signé le 10 novembre 2020. Mais, même après cette date, assure l'Arménie, l'Azerbaïdjan aurait continué « *d'assassiner, de torturer et de maltraiter* » des prisonniers de guerre et détenus.

Mesures conservatoires

Pour Erevan, Bakou aurait donc violé la Convention sur l'élimination de la discrimination raciale. Cette question-là ne sera pas tranchée avant plusieurs années. Mais la Cour devrait en revanche organiser rapidement des audiences car Erevan demande aussi aux juges d'ordonner des mesures conservatoires, afin « *de prévenir tout préjudice futur et de réparer les dommages déjà causés* ».

Si l'on s'en tient aux affaires similaires traitées dans le passé par cette cour, les juges devraient rapidement tenir des audiences et rendre leur décision sur les mesures conservatoires d'ici six à dix semaines. En général, la Cour accepte les mesures conservatoires demandées, le temps de se prononcer sur le fonds du dossier. Mais même si la demande a été initiée par Erevan, la Cour peut demander aux deux parties de s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver la situation.

6- Le Courrier d'Erevan

17/09/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/oeuvre-dorient-salarme-de-la-situation-au-haut-karabagh>

L'Œuvre d'Orient s'alarme de la situation au Haut-Karabagh

Mgr Pascal Gollnisch s'est rendu cette semaine en Artsakh (Haut-Karabakh) pour évaluer les besoins. L'association est aux côtés du peuple arménien depuis le XIXe siècle. Voici le communiqué diffusé à la suite de sa visite.

Dans les jours qui viennent, *Le Courrier d'Erevan* publiera une interview exclusive avec Mgr Pascal Gollnisch réalisée lors de cette visite.

L'Œuvre d'Orient a pris connaissance de la situation au Haut-Karabagh et des conditions de vie des habitants. Le peuple arménien a beaucoup souffert dans son histoire et tout spécialement lors du génocide de 1915. Le peuple arménien a acquis dans le sang le droit de vivre dans la paix et la liberté.

Il est constaté que l'on a voulu évincer de leur territoire historique les Arméniens du Haut-Karabagh. Les habitants arméniens ont été chassés de leurs maisons, de leurs villages, de leurs églises.

L'Œuvre d'Orient demande que le Haut-Karabagh retrouve l'intégralité de son territoire historique, dans des frontières sécurisées.

L'Œuvre d'Orient demande que le Haut-Karabagh puisse disposer d'un processus d'auto-détermination analogue à celui qui a été mis en place au Kosovo et sous contrôle international.

Les habitants du Haut-Karabagh ont été touchés par les paroles du Président de la République française M. Emmanuel Macron.

L'Œuvre d'Orient demande que la France et l'Union Européenne réévaluent l'aide concrète apportée à ces habitants.

Mgr Pascal GOLLNISCH
Directeur Général de l'Œuvre d'Orient

7- France Diplomatie

17/09/2021

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/armenie/-evenements/article/armenie-entretien-de-jean-yves-le-drian-avec-son-homologue-17-09-21>

Arménie - Entretien de Jean-Yves Le Drian avec son homologue (17 septembre 2021)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu par téléphone aujourd'hui avec M. Ararat Mirzoïan, ministre des affaires étrangères de la République d'Arménie. Le ministre a félicité son homologue de sa nomination et rappelé la mobilisation de la France en faveur de la stabilisation du Sud-Caucase.

Le ministre a évoqué les efforts en cours de la coprésidence du Groupe de Minsk pour relancer un dialogue substantiel entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il a souligné l'importance que des échanges en ce sens puissent avoir lieu en marge de la 76e Assemblée générale des Nations unies à New York.

Sur le plan bilatéral, le ministre a confirmé la volonté de la France de renforcer notre coopération économique avec l'Arménie et souligné notre mobilisation dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 avec l'envoi en cours à l'Arménie de 200 000 doses de vaccins, dont 50 000 doses arrivées en Arménie dès cette semaine.

8- Nor Haratch Hebdo

17/09/2021

Les dirigeants arménien et iranien discutent de l'approfondissement de leurs relations

Lors d'une rencontre en marge d'un sommet de l'Organisation du Traité de sécurité collective au Tadjikistan, le président iranien Ebrahim Raisi et le Premier ministre arménien Nikol Pachinian ont discuté vendredi des moyens d'approfondir les relations commerciales bilatérales, récemment compliquées par l'établissement d'un poste de contrôle azerbaïdjanais sur la principale autoroute reliant les deux États voisins.

Le bureau de presse du gouvernement arménien a déclaré que Pachinian et Raisi avaient discuté, entre autres, des moyens « d'organiser des expéditions de fret sans entraves entre les deux pays », ainsi que des « processus en cours dans la région ».

La lecture officielle iranienne des pourparlers ne faisait aucune mention du nouvel obstacle au commerce arméno-iranien et des liaisons de transport plus larges. Il a déclaré que Raisi « a souligné la nécessité d'augmenter le niveau actuel des relations économiques entre l'Iran et l'Arménie ».

À cet égard, le président iranien récemment élu aurait déclaré qu'une commission intergouvernementale arméno-iranienne sur la coopération économique devrait devenir « plus active ». Il a proposé qu'Erevan et Téhéran mettent en place des « groupes de travail spécialisés » conjoints qui traiteraient des « obstacles » à la mise en oeuvre de leurs projets économiques communs.

Selon la déclaration publiée sur le site du ministère iranien des Affaires étrangères, Pachinian s'est engagé à « instruire les ministres concernés » afin de

supprimer ces obstacles.

C'était la seconde rencontre de Pashinian avec Raisi en moins de deux mois. Les deux hommes ont eu leurs premiers entretiens en face à face début août lorsque le Premier ministre arménien s'est rendu à Téhéran pour assister à la cérémonie d'intronisation de Raisi au Parlement iranien.

Au cours de ces pourparlers, Pashinian a réaffirmé la volonté de son gouvernement de faire participer des entreprises iraniennes à ses plans de rénovation des autoroutes arméniennes menant à la République islamique d'Iran. Les deux gouvernements ont mis en place en mai un groupe de travail chargé d'étudier les aspects pratiques d'une telle participation.

9- Les Nouvelles d'Arménie

17/09/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=83326

L'opposition accuse les autorités arméniennes d'utiliser délibérément des toponymes

azéris en évoquant les zones de conflit

L'opposition arménienne se dit convaincue que le gouvernement de Nikol Pachinian utilise délibérément des toponymes azerbaïdjanais, confirmant ainsi sa disposition aux concessions face à Bakou, a déclaré l'ancien ministre arménien de la défense Seyran Ohanyan, qui dirige le groupe parlementaire de la deuxième alliance d'opposition représentée au Parlement d'Arménie, "Badiv Ounem", lors d'une conférence de presse mercredi 15 septembre. "Il pourrait y avoir un sens cache à cela. Ils laissent entendre qu'après la démarcation et la délimitation ces territoires tomberont sous le contrôle de l'Azerbaïdjan", a ajouté S. Ohanyan, en réponse à la question d'un journaliste concernant l'utilisation de toponymes azéris par Nikol Pachinian et le Service de sécurité nationale lorsqu'ils évoquent les localités aux abords de la route Goris-Kapan, au sud de l'Arménie, dont les forces azéris contrôlent depuis quelques jours un tronçon de 21 km, sur lequel elles ont installé des barrages pour contrôler le transit, des poids-lourds iraniens surtout. Plusieurs routiers iraniens effectuant le trajet entre l'Iran et l'Arménie par cette route tombée sous l'autorité de Bakou depuis l'accord de cessez-le-feu qui a mis fin à six semaines de guerre au Karabagh le 9 novembre 2020, se sont vus ainsi "rançonner" par les soldats azéris, qui exigent des droits de passage de plusieurs centaines de dollars. Le député de l'opposition affirme ne pas comprendre sur quelle base légale et dans quelles conditions le processus de démarcation de la frontière pourrait se mettre en place. S. Ohanyan constate que les représentants du gouvernement arménien utilisent systématiquement les noms azéris des lieux concernés, alors que dans le même temps, les autorités d'Azerbaïdjan désignent les localités et régions d'Arménie sous leur appellation azérie, en écho à leurs déclarations récurrentes selon lesquelles les provinces méridionales de l'Arménie, et la capitale Erevan elle-même, seraient des "territoires historiquement" azerbaïdjanais. S. Ohanyan y voit une autre manifestation de la pression exercée sur les autorités arméniennes par le régime azerbaïdjanais du président Aliiev. "Après la défaite, la pression et les provocations continueront longtemps encore", a estimé l'ex-ministre de la défense arménien, en rappelant que l'opposition parlementaire a organisé des réunions à ce sujet, pour établir si les autorités arméniennes utilisaient des toponymes azéris de manière délibérée ou non, et à quelles fins. Il ne fait toutefois pas de doute pour l'opposition, a-t-il poursuivi, que

cette pratique est délibérée. Il a ajouté que la restitution des territoires à l'Azerbaïdjan telle qu'envisagée par la déclaration du 9 novembre est compréhensible, mais l'abandon de zones d'une importance stratégique durant le processus en cours de démarcation et de délimitation tel qu'engagé après l'accord de paix est "totalement incompréhensible". S.Ohanyan s'interroge aussi sur la raison pour laquelle la carte de l'Union soviétique ou différentes autres cartes sont utilisées dans le processus de démarcation, ainsi que sur la base légale de ces cartes, en soulignant que les parties en conflit auraient dû rester sur les positions qu'elles occupaient à la fin de la guerre. S. Ohanian n'est pas le seul à avoir relevé l'utilisation par le gouvernement de toponymes azéris. Répondant à ces critiques jeudi, N. Pachinian, sans démentir cette pratique, a indiqué que si les noms de lieux étaient mentionnés sous leur appellation azérie par le gouvernement arménien, c'était pour que l'opinion publique arménienne prenne conscience de la dimension supranationale des enjeux...

Garro Ulubeyan

10- Les Nouvelles d'Arménie

17/09/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=83344

Création d'un groupe d'amitié Arménie-Etats-Unis au Parlement arménien

L'Assemblée nationale arménienne mettra bientôt en place le Groupe d'amitié Arménie-États-Unis, a déclaré aujourd'hui le président du Parlement, Alen Simonyan, lors d'une réunion avec l'ambassadrice américaine en Arménie Lynne Tracy.

Selon Simonyan, ce groupe deviendra un lien important pour élargir la

coopération entre les organes législatifs des pays, ainsi que pour le développement des relations interétatiques.

Il a déclaré que l'Arménie a développé un partenariat étendu et des relations amicales avec les États-Unis depuis l'établissement des relations diplomatiques. Simonyan a également félicité les États-Unis pour le soutien qu'ils ont apporté au fil des ans au renforcement de la démocratie, du développement économique et des réformes en Arménie.

À son tour, l'ambassadeur Tracy a noté que l'administration américaine continuera à coopérer étroitement avec les autorités arméniennes.

11- Le Courrier d'Erevan

17/09/2021

<https://www.courrier.am/fr/opinions/jonathan-lacote--ambassadeur-sortant-de-france-en-armenie-25-millions-de-personnes-unies-et>

Jonathan Lacôte, ambassadeur sortant de France en Arménie : « 2,5 millions de personnes unies et déterminées peuvent faire des

miracles »

L'ambassadeur de France en Arménie, Jonathan Lacôte, vient d'achever sa mission diplomatique dans le pays. Avant son départ, le journal arménien *Hetq* s'est entretenu avec M. Lacôte de la question de l'Artsakh, des relations franco-arméniennes et de son expérience en Arménie.

Monsieur l'Ambassadeur, le 2 septembre a marqué le 30e anniversaire de la déclaration d'indépendance de l'Artsakh. Depuis trois décennies, le peuple d'Artsakh se bat pour l'autodétermination, pour son droit de vivre sur cette terre. Dans votre dernière interview, vous avez dit que la France est un pays qui se bat pour le droit de ses habitants à rester sur leur terre. Quelle est la position de la France sur l'Artsakh ?

Nous devons affirmer que des mois après la guerre de 44 jours, la question du Karabakh reste ouverte. La guerre n'a apporté aucune solution. La guerre a montré qu'il existe une menace existentielle pour les Arméniens vivant au Karabakh. Nous vivons au 21e siècle, et au 21e siècle, nous ne pouvons pas accepter que des gens ne puissent pas vivre dans leur propre maison. Nous ne pouvons pas admettre qu'ils soient confrontés à des problèmes tels que la guerre ou la déportation. L'objectif devrait être de reprendre les négociations et d'assurer la sécurité de la population du Karabakh. La déclaration du 9 novembre est un grand pas en avant, car elle a permis d'instaurer un cessez-le-feu, mais la question du statut reste ouverte. La priorité de la France est de créer les conditions de la reprise des négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le rôle du Groupe de Minsk est plus important aujourd'hui que jamais. Notre mission est de protéger la population du Karabakh.

L'Azerbaïdjan considère que la question du Karabakh est résolue et souligne que le Groupe de Minsk est resté inefficace pendant trente ans. Les coprésidents ont-ils une influence sur l'Azerbaïdjan ? Est-il possible de restaurer l'activité du Groupe de Minsk ?

La réalité est que seul le Groupe de Minsk a le mandat de discuter du statut du

Karabakh. Nous pouvons espérer que le conflit a été résolu, mais la question de la sécurité des personnes qui y vivent n'a pas été réglée. Aucune autre organisation internationale n'y est représentée, à l'exception du Comité international de la Croix-Rouge. Seul le corridor de Lachin permet une connexion entre l'Arménie et le Karabakh. Nous avons une population bloquée dans cette région. Tout cela prouve une fois de plus la nécessité de reprendre les négociations. Les coprésidents en ont parlé à plusieurs reprises après la déclaration du 9 novembre, soulignant que cette nécessité est due non seulement à la situation du conflit du Haut-Karabakh, mais aussi à plusieurs événements survenus après cette déclaration.

L'Azerbaïdjan ne rapatrie pas les prisonniers de guerre arméniens et ne remplit pas ses obligations au titre de la déclaration trilatérale. Dans le même temps, les États-Unis, la France et la Russie parlent de coopération régionale et de déblocage des voies de transport. Dans ce contexte, cela peut-il se produire ?

Nous sommes coincés sur certaines questions. Nous sommes dans l'impasse sur la question des prisonniers, sur la question des canaux de communication. Aucune discussion, aucune négociation n'est en cours sur la question du Karabakh. Nous voyons que ce statu quo est dangereux. Après l'annonce du 9 novembre, nous avons été confrontés à d'autres problèmes, notamment sur le territoire de l'Arménie, à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La priorité est la reprise des pourparlers entre Erevan et Bakou sous la coprésidence du Groupe de Minsk. Les parties en conflit doivent décider elles-mêmes des questions prioritaires qu'elles discuteront.

Y a-t-il des progrès à cet égard ?

Je pense que nous arrivons à un point où chacune des parties est intéressée par la reprise des négociations. En tout cas, il y a eu des déclarations de l'Arménie au niveau du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères, que nous avons saluées.

Voyez-vous la même tendance de la part de Bakou ?

Je ne suis pas l'ambassadeur de France en Azerbaïdjan.

Vous avez dit que le rôle de la France est de prévenir un nouveau conflit et d'accompagner l'Arménie dans le processus politique de paix. Mais nous constatons que les deux pays, l'Azerbaïdjan et l'Arménie, acquièrent de nouvelles armes. On pense qu'ils se préparent à une nouvelle guerre. Que pouvez-vous dire à ce sujet ?

Je pense qu'il serait naïf de penser qu'il n'y a pas de risque de conflit dans cette région, qu'un nouveau conflit n'est pas possible. Cependant, notre rôle ne devrait pas être de préparer les parties ou de soutenir l'une d'entre elles en cas de nouveau conflit, mais de tout faire pour éviter un nouveau conflit.

Y a-t-il une concurrence entre superpuissances dans le Caucase ?

La coopération entre la Russie, les États-Unis et la France offre une grande opportunité pour le Caucase du Sud. Les difficultés qui existent dans les relations entre la Russie et l'Occident n'existent pas dans le cas de la question du Karabakh. Les présidents Macron et Poutine ont souvent des conversations téléphoniques sur plusieurs questions controversées, mais il existe un terrain d'entente sur la question du Karabakh.

L'utilisation de drones turcs a été cruciale dans le résultat de la guerre de l'Artsakh. De nombreuses pièces des drones Bayraktar sont fournies par des entreprises américaines, canadiennes et européennes, y compris des entreprises françaises. Certains d'entre eux ont revu leurs contrats de fourniture à la Turquie après la guerre. La France fait-elle de même ?

La France est l'un des rares pays à avoir imposé un embargo à la Turquie en 2019 après les actions de la Syrie.

Vous avez souligné à plusieurs reprises l'importance de protéger le patrimoine culturel et spirituel arménien dans les territoires perdus de l'Artsakh. La visite de la mission de l'UNESCO est considérée comme un mécanisme, mais l'Azerbaïdjan n'a pas autorisé une telle mission. Y a-t-il des progrès dans ce sens ?

Immédiatement après la signature de la déclaration du 9 novembre, la protection du patrimoine culturel et spirituel du Haut-Karabakh et des régions avoisinantes a été l'une de nos priorités, notamment parce que cette question n'est pas mentionnée dans la déclaration tripartite. Bien entendu, la protection de ce patrimoine n'est pas assurée par une, mais par plusieurs missions de l'UNESCO. Ces missions doivent pouvoir se rendre dans des lieux menacés. L'UNESCO est un organisme distinct, mais l'Arménie et la France ont établi une coopération bilatérale en matière de préservation du patrimoine culturel pour permettre à l'Arménie d'inventorier son patrimoine, tout en organisant des cours de formation pour les conservateurs. Nous certifions par la présente que le patrimoine culturel de l'Arménie fait partie du patrimoine universel, de sorte que cette fois-ci, tout est accompli mieux qu'en 2006, lorsque les khachkars arméniens ont été détruites à Julfa, et mieux que pendant la première guerre du Karabakh. Ceci est valable pour tous les patrimoines. La particularité du patrimoine culturel arménien est qu'il s'agit souvent de petits éléments sous la forme de croix et d'inscriptions en pierre fragiles. La préservation de ce patrimoine ne se limite pas à son existence physique, mais à la préservation de l'identité. Nous devons être très vigilants pour qu'il n'y ait pas de réévaluation de ce patrimoine dans le contexte politique.

Nous devons espérer que la mission de l'UNESCO se rendra au Karabakh dès que possible.

Vous terminez votre mission diplomatique en Arménie. Pouvez-vous résumer les progrès enregistrés dans les relations arméno-françaises pendant votre mandat et les questions qui restent ouvertes ? Dans quels domaines cette coopération doit-elle être améliorée ?

Indépendamment de ma mission en Arménie, les relations franco-arméniennes sont aujourd'hui à leur plus haut niveau, mais elles ont un grand potentiel de développement. Ces dernières années, nous avons renforcé notre coopération en

matière de programmes éducatifs. Nous avons une nouvelle école française, qui compte des départements arméniens et français. Nous avons développé l'Université française, qui compte cinq facultés, dont l'informatique et les mathématiques appliquées. L'Arménie est l'un des rares pays au monde où la France peut offrir un programme éducatif de la maternelle au troisième cycle. En même temps, nous voulions développer l'enseignement du français dans les institutions éducatives arméniennes. Lorsque je suis arrivé, il n'y avait que quatre écoles en Arménie où le français était enseigné de manière approfondie. Aujourd'hui, nous avons 18 écoles, et elles couvrent toute la zone géographique de l'Arménie : Gumri, Vanadzor, Idjevan, Etchmiadzine, Yeghegnadzor, Goris, Spitak. Cette année, nous avons commencé la mise en œuvre de ce programme dans les écoles secondaires grâce à un accord signé avec le ministère de l'Éducation et des Sciences il y a une semaine.

Cependant, il y a des domaines sur lesquels l'ambassadeur qui me remplacera va travailler, comme l'ouverture de l'Institut français au Centre Aznavour et le déménagement de l'Université française dans un nouveau bâtiment. Bien évidemment, chaque ambassadeur vient avec ses propres pensées, ses propres programmes, et bien sûr, il y aura de nouveaux domaines de coopération.

Voyez-vous les bénéfices de la contribution de la France au système éducatif, les résultats dans la vie sociale et politique de l'Arménie ?

Bien sûr. Nous le voyons à travers les étudiants de l'Université française, dont les diplômés occupent des postes dans diverses entreprises et structures administratives.

Vous êtes très connu sur les réseaux sociaux. Avec vos notes et vos photos, vous faites souvent connaître la culture et l'architecture de l'Arménie. Vous êtes considéré comme un véritable ami de l'Arménie. Les médias sociaux vous aident-ils en diplomatie ? Les émotions ont-elles leur place dans la diplomatie ?

Bien sûr, cela découle de la dualité des réseaux sociaux. J'agis en tant qu'individu sur les réseaux sociaux, mais je suis en même temps un ambassadeur. J'y

présente mes trouvailles. En même temps, j'utilise ces plateformes pour envoyer des messages spéciaux. Lorsqu'il y a eu des affrontements à Yeraskh en juillet, j'ai découvert que beaucoup étaient réveillés à trois heures du matin. Je voulais dire à ces gens que je suis dans la même situation, que lorsque la situation s'aggrave à 60 km d'Erevan, les gens d'Erevan ne peuvent pas dormir. J'ai vécu en Arménie et avec des Arméniens pendant quatre ans. Le rôle de l'ambassadeur est de refléter aux autorités et à la société de son pays la réalité du pays où il vit. Dans cette publication, beaucoup ont vu un soutien à l'Arménie. Mais mon objectif était de représenter la France et de faire en sorte que la France réponde aux attentes de la société arménienne.

Comment voyiez-vous l'Arménie lorsque vous êtes arrivé en 2017, et comment est-elle maintenant que vous la quittez ?

Lorsque je suis arrivé en Arménie en 2017, les premières personnes que j'ai rencontrées m'ont laissé une impression surprenante. Ils disaient qu'il ne fallait pas avoir d'attentes dans la sphère politique, mais quelques mois plus tard, la révolution a eu lieu. Ces quatre années ont été très riches. Il y a eu des événements heureux, comme la révolution et le sommet de la Francophonie, ainsi que des événements tragiques, comme l'épidémie, qui a fortement touché l'Arménie et a donné l'impression que l'Arménie était davantage assiégée, et, bien sûr, la guerre. C'est toujours un plaisir pour moi de me souvenir de 2018, que je qualifie d'année heureuse pour l'Arménie. Il est important pour les Arméniens de se rappeler qu'ils ne sont pas condamnés à la misère. Il y a eu des périodes heureuses. Il y a eu des périodes d'unité nationale. Il y a eu aussi des années de grands succès.

Vous parlez de nombreuses langues. Vous avez également commencé à étudier l'arménien en Arménie. Où allez-vous utiliser la langue arménienne après avoir quitté le poste d'ambassadeur ?

Je n'ai pas fait de progrès significatifs au cours de ces quatre années. Mais ce que je sais, j'aimerais le préserver et le développer, tout simplement parce que l'Arménie n'est pas un pays que l'on quitte définitivement. Je voudrais préserver tout ce que j'ai appris pendant mon séjour en Arménie.

La France envoie une femme pour vous remplacer. Dans la société patriarcale de l'Arménie, où il y a peu de femmes au parlement et au gouvernement, sera-t-il facile pour une femme ambassadeur de mener à bien sa mission ?

Les Arméniens doivent s'habituer à travailler avec une femme ambassadeur. Chaque ambassadeur vient avec ses propres idées et son expérience. Chaque nouvel ambassadeur est une nouvelle opportunité pour les relations bilatérales. La question ne devrait pas être de savoir s'il s'agit d'une femme ou d'un homme ambassadeur, mais quelle expérience et quels projets cette personne apporte.

Y a-t-il quelque chose en Arménie qui va vous manquer ?

Avant de partir, je suis de plus en plus convaincu que je ne quitterai pas définitivement l'Arménie, que je reviendrai en tant qu'individu. Je ne dis pas au revoir aux gens mais à bientôt. Parce que lorsque vous quittez un pays, les gens vous manquent, et rien ne vous empêche de revoir les gens que vous connaissez.

Officiellement, vous ne pouviez pas visiter l'Artsakh. Lorsque vous aurez terminé votre mission diplomatique, vous rendrez-vous en tant que "simple citoyen" français ? Avez-vous un tel souhait ?

J'aimerais surtout visiter un Karabakh pacifique. Un Karabakh dont la population vit en sécurité et où ma visite ne fera pas l'objet de manipulations politiques.

Quel est votre dernier vœux au peuple arménien ?

Tout d'abord, je voudrais souhaiter que tous les Arméniens aient confiance en leur force. 2,5 millions de personnes unies et déterminées peuvent faire des miracles. Il ne faut pas tout attendre de l'extérieur. En même temps, il ne faut pas tout attendre du gouvernement. Vous devez compter sur vous-mêmes et préserver l'unité nationale. L'Arménie va célébrer le 30e anniversaire de son indépendance,

je pense que nous devrions passer l'examen de ces trente années et essayer d'élaborer un programme pour les trente prochaines.

Source: *Liana Sayadian* (hetq.am) <https://hetq.am/hy/article/135575?fbclid=IwAR2XL7J0KROO2WM5dJVyf4CcYGq0b...>

12- Coulisses-tv

17/09/2021

<https://www.coulisses-tv.fr/index.php/magazines/item/-19220-%E2%80%9Cenqu%C3%AAt-e-exclusive%E2%80%9D-%C2%AB-arm-%C3%A9nie,-la-perle-menac%C3%A9e-du-caucase-%C2%BB,-dimanche-19-septembre-sur-m6>